

*L'Adresse*

qui feront l'affaire autant du Québec que de l'ensemble de toutes les régions du Canada.

Je viens du Québec, et ma circonscription est à 98 p. 100 francophone, monsieur le Président—et je peux vous dire qu'on est très ouvert. Et les gens de ma circonscription, comme la population dans l'ensemble du Québec, sont prêts à discuter, pas seulement des problèmes qui touchent particulièrement le Québec, mais l'ensemble des régions du Canada.

Je demeure très confiant qu'on en arrivera à trouver une solution qui soit valable pour tous.

[Traduction]

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Je suis très heureux d'avoir l'occasion de parler en réponse au discours du Trône. Beaucoup de choses ont déjà été dites, mais il y en a encore à dire, en particulier au sujet de ce qui n'est pas dans le discours. Je voudrais insister en particulier sur les questions relatives à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et à l'accord nord-américain que l'on se propose de négocier.

Le premier ministre a fait cette déclaration osée: «L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a contribué à protéger notre économie en ces temps difficiles.»

Puis dans le paragraphe suivant il dit:

Mon gouvernement croit que le libre-échange à l'échelle de l'Amérique du Nord constitue la prochaine étape logique et accroît la prospérité de tous les Canadiens, s'il est possible de négocier un accord acceptable avec le Mexique et les États-Unis.

Monsieur le Président, la plupart des Canadiens rejettent maintenant la déclaration que le premier ministre faisait dans le premier paragraphe et ils n'ont donc aucune confiance que l'accord qui pourrait être conclu avec les États-Unis et le Mexique puisse être acceptable. Qu'il soit acceptable pour le premier ministre et certains de ses amis, c'est une autre histoire.

Comme on l'a fait remarquer maintes et maintes fois, le premier ministre avait promis 250 000 nouveaux emplois dans la première année de l'Accord de libre-échange. En réalité, en deux ans et demi de libre-échange, nous avons perdu 400 000 emplois—peut-être pas tous à cause du libre-échange, mais beaucoup, et nous ne trouvons pas ces nouveaux emplois que le premier ministre avait promis.

Nous avons perdu des emplois dans le secteur de l'alimentation et des boissons, dans le secteur forestier—pas quelques-uns, mais des milliers et des milliers—, dans le secteur du vêtement ainsi que dans les secteurs des produits électriques et électroniques. Les travailleurs de ces secteurs savent très bien où sont partis leurs emplois; la majorité sont partis au Sud, soit aux États-Unis, soit au Mexique, car l'Accord de libre-échange amène déjà des produits du Mexique—où les salaires sont le dixième des nôtres—déguisés en produits américains.

Les Canadiens commencent maintenant à considérer le projet d'accord de libre-échange nord-américain ni plus ni moins que comme une déclaration des droits pour les sociétés transnationales et un moyen de réduire les salaires des Canadiens ainsi que les avantages prévus dans les lois sociales du Canada et celles des États-Unis et du Mexique.

Des milliers de petites et moyennes entreprises canadiennes sont disparues à cause de la disposition qui prévoit que le gouvernement canadien accorde aux sociétés américaines un traitement national et le droit de s'établir au Canada. Ainsi, notre gouvernement n'a pas le droit de remplir ses obligations constitutionnelles qui consistent à assurer la péréquation dans toutes les régions, d'aider une société canadienne à moins qu'il ne soit disposé à aider aux mêmes conditions une société américaine, d'acheter des produits d'une société canadienne à moins qu'il ne soit disposé à acheter aux mêmes conditions à une société américaine qui se réclame du traitement national et du droit d'établissement, ainsi que d'empêcher que des capitaux créés au Canada par des travailleurs canadiens et déposés dans des banques servent à financer l'achat d'usines à l'étranger. Ces capitaux créés par des Canadiens peuvent maintenant être exportés beaucoup plus librement vers l'étranger, dans n'importe quel pays où les transnationales établies aux États-Unis désirent les utiliser, sans que les Canadiens aient un droit de regard sur eux.

Les États-Unis veulent un élargissement de ce type d'accord de libre-échange, qui touche non seulement le Mexique, mais également le Canada, et qui nuira à la mise sur pied de programmes publics et démocratiques comme l'assurance-santé, qui est de bien meilleure qualité et beaucoup moins coûteuse qu'aux États-Unis. Cela contribuera à freiner l'établissement de garderies qui